

Défense de l'État de droit contre une idéologie totalitaire



**Document de fond de
l'Union démocratique du centre sur l'islam
et l'islamisme en Suisse**

14 juin 2021

Table des matières

1. Situation initiale.....	3
2. Les problèmes avec l’Islam - et ce que nous devons faire pour y remédier.....	5
2.1 L’islamisme est une idéologie totalitaire - interdiction de l’islam politique et introduction d’une loi islamique.....	5
2.2 L’oppression des femmes et des filles - mettre un terme à la discrimination et à la maltraitance.....	6
2.3 Les mosquées, incubateurs de l’extrémisme - Prévenir la radicalisation et la terreur.....	7
2.4 Plaque tournante islamique de la Suisse - Prévenir les influences et les flux financiers étrangers.....	8
2.5 La difficile intégration des migrants musulmans - politique de tolérance zéro et renforcement des forces réformatrices.....	9
3. Bilan et résumé des exigences.....	11

1. Situation initiale

Le 7 mars 2021, le souverain suisse a adopté l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » avec 51,2 % des voix. Résultat éclatant, car 20 cantons sur 26 ont approuvé la cause défendue par l'UDC, ce qui est un signe clair contre « l'islam politique »¹. Le vote critique du peuple suisse contre l'islam a été confirmé le 13 juin par l'adoption de la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT). Cette décision populaire récente a été encore plus claire avec une acceptation à 56.58% des votants.

Le débat sur l'islam en Suisse et les dangers que l'extrémisme islamique fait peser sur l'État de droit est ainsi relancé.

L'islam est une réalité dans notre pays. La population musulmane de notre pays a plus que vingt fois augmenté ces dernières décennies. En 1970, elle comptait 16'353 musulmans², contre 391'703³ en 2019. En termes relatifs, la population musulmane représente plus de 5 % de la population des plus de 15 ans⁴. Les musulmans forment ainsi la plus grande communauté non chrétienne.⁵

Mais les musulmans ne sont pas au centre de l'attention qu'en raison de leur nombre, mais aussi à cause de phénomènes problématiques tels que le fondamentalisme islamique, les prédicateurs de la haine dans les mosquées, les voyageurs suisses du djihad ou l'oppression des femmes et des filles. Elle se manifeste par exemple dans la dissimulation du visage, les mariages forcés ou les mutilations génitales. Même la Suisse n'est pas épargnée par les attentats terroristes islamistes tels que l'attaque au couteau de Morges et celle de Lugano en automne 2020.

Dans les pays voisins, comme la France, ou dans d'autres pays européens comme la Grande-Bretagne ou la Suède, la situation est encore plus alarmante. C'est là qu'ont été créées de véritables sociétés parallèles qui, en dehors de l'État de droit, vivent selon des coutumes archaïques, en appliquant la charia au milieu de Londres ou de Paris.

En même temps, la haine, le racisme et la violence fondés sur des motifs religieux et idéologiques se multiplient. Ainsi, récemment, Israël a connu un afflux massif d'immigrants venant justement de France - pour la raison inquiétante que les juifs français ne se sentent plus en sécurité dans le pays de l'égalité et la fraternité, avec sa forte immigration musulmane.⁶

Ce n'est pas (encore) le cas en Suisse. Il ne faut pas non plus oublier que la majorité des musulmans qui vivent ici respectent les lois en vigueur et que nombre d'entre eux apportent une contribution précieuse au bien-être de notre pays. Mais cela ne doit pas nous encourager à fermer les yeux sur les problèmes réels. Il est évident que l'islam, souvent agressif, engendre plus de problèmes dans le monde et en Suisse que le bouddhisme ou d'autres religions.

¹ <https://www.nzz.ch/meinung/ein-nein-zum-symbol-des-politischen-islams-ld.1605412?reduced=true>

² Muslime in der Schweiz. Identitätsprofile, Erwartungen und Einstellungen. Eine Studie der Forschungsgruppe «Islam in der Schweiz» (GRIS), Bern 2010, S. 20.

³ <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/322694/umfrage/anzahl-der-muslime-in-der-schweiz-nach-kantonen/>

⁴ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/sprachen-religionen/religionen.html>

⁵ <https://www.unilu.ch/fakultaeten/ksf/institute/zentrum-religionsforschung/religionen-schweiz/religionen/>

⁶ <https://www.jewishvirtuallibrary.org/total-immigration-to-israel-by-country-per-year>

L'un des problèmes fondamentaux de l'islam est qu'il ne sépare pas la religion et la politique, l'Église et l'État. Alors que cette distinction fondamentale remonte aux guerres de foi meurtrières du XVII^e siècle. L'islam n'est pas seulement un mouvement religieux, mais aussi un mouvement politique. C'est notamment le cas de l'islam radical ou de l'islamisme, qui est devenu, au cours des dernières décennies, une source de danger mondial extrêmement explosive. Il suffit de penser aux attaques terroristes qui ont frappé New York et Washington le 11 septembre 2001, causant des milliers de morts, ou aux innombrables attaques terroristes sanglantes qui ont frappé le cœur de l'Europe ces dernières années.

Tout cela montre douloureusement que l'islam radical est une idéologie religieuse et politique avec des traits totalitaires et une grande force d'anéantissement - pas seulement dans le monde islamique. Les flux migratoires importants de ces dernières années et ces dernières décennies ont entraîné et entraîneront l'exportation des problèmes vers les démocraties occidentales. En Suisse aussi.

Face à ces défis, la politique ne peut se contenter de faire l'autruche ou d'étouffer toute discussion critique sur les aspects problématiques de l'islam par esprit politiquement correct (l'accusation d'« islamophobie » est toujours facile à utiliser comme justification d'homicide lorsque des questions critiques concernant l'islam sont posées).

La tolérance naïve face à aux problèmes parfois massifs de l'islam se manifeste aussi clairement lors des votes au Parlement. Ces dernières années, l'UDC a lancé de nombreuses interventions contre l'islam politique et pour plus de sécurité, qui ont été systématiquement rejetées par le camp rose-vert et d'autres forces peu fiables.⁷

Cette politique irresponsable de laissez-faire met en péril la sécurité intérieure et les fondements démocratiques de la Suisse. Il s'agit d'analyser les problèmes de manière objective et de trouver des réponses raisonnables et efficaces - avant qu'il ne soit trop tard.

Cela est d'autant plus vrai que la population musulmane continue de croître rapidement en raison de la persistance d'une immigration massive et d'un taux de fécondité plus élevé que les Suisses. Ainsi, selon les prévisions scientifiques, plus d'un million et demi de musulmans pourraient vivre en Suisse en 2050 !⁸

Dans le présent document de fond, l'UDC aborde les défis posés par l'islam et ses tendances extrémistes - et formule des exigences politiques concrètes pour mettre un terme aux évolutions négatives.

Nous ne devons pas permettre que notre démocratie, notre État de droit et nos libertés fondamentales garanties par la Constitution soient mis sous pression et bafoués et que la coexistence des différentes cultures et religions soit empoisonnée en Suisse.

⁷ Abgelehnt wurde – um nur einige zu nennen – etwa folgende Vorstösse: Motion 19.3306 "Kein Rückkehrrecht für 'Dschihad-Touristen'", Motion 19.3301 "Systematische Ausbürgerung von 'Dschihad-Touristen' mit doppelter Staatsbürgerschaft", Motion 17.3585 "Verbot der salafistischen Organisation 'Lies!' und Unterbindung der Verbreitung von dschihadistischem Gedankengut", Motion 16.3550 "Integrationsverweigerern die Aufenthaltsgenehmigung entziehen" u.v.a.m.

⁸ <https://www.pewforum.org/2017/11/29/europes-growing-muslim-population/>. <https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/so-viele-muslime-leben-2050-in-der-schweiz/story/22274604>

2. Les problèmes avec l'islam - et ce que nous devons faire pour y remédier

2.1 L'islamisme est une idéologie totalitaire - interdiction de l'islam politique et de l'introduction du droit islamique

Dans son éditorial sur l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage », Eric Gujer, rédacteur en chef de la NZZ, a écrit : « burqa et niqab sont les symboles d'une idéologie totalitaire - c'est pourquoi ils doivent être interdits. »⁹ L'islamisme est « une menace réelle et non abstraite » pour notre pays.

Ainsi, ce dont les esprits vigilants nous avertissent depuis des années est entré dans le média libéral phare du pays. L'icône féministe allemande Alice Schwarzer le dit : « les islamistes, c'est le pouvoir, pas la foi. »¹⁰ Nous serons menacés par « un nouveau totalitarisme, mortel, antisémite et fondamentaliste ».

En fait, le fondamentalisme islamique auquel nous faisons face est apparu dans le premier tiers du XX^e siècle, comme le national-socialisme et le stalinisme, et montre des allures totalitaires.¹¹ Il s'agit d'une idéologie politique aux allures de croyance, qui s'étend à tous les domaines de la vie, de la hiérarchisation des rôles entre les sexes par les obligations de se voiler et de se dissimuler le visage pour les filles et les femmes jusqu'à la division du monde en croyants et infidèles, en passant par la guerre sainte (djihad). L'idée de l'islam en tant que principe de vie universel remonte directement au Coran, dans la mesure où celui-ci prétend être « guide de la vie politique ». ¹² En d'autres termes, les frontières entre l'islam et l'islamisme sont floues.

C'est ce que l'on appelle un problème fondamental dans la confrontation avec l'islam : en Occident, nous avons tendance à le considérer uniquement comme une religion en raison de notre propre histoire, avec la séparation historique de l'Église et de l'État. Ce faisant, nous oublions facilement que l'islam est souvent aussi un mouvement politique qui cherche à prendre le pouvoir et à imposer son propre ordre social et politique. Cet ordre est fondamentalement contraire à notre État de droit et à nos valeurs libérales.

Nous ne sommes pas suffisamment préparés à relever le défi d'une idéologie totalitaire violente qui méprise et nie tout ce qui constitue l'État de droit libéral et démocratique. Les instruments juridiques dont dispose aujourd'hui la Suisse pour lutter contre l'extrémisme islamique ne suffisent pas.

La justice est également requise. Même les lois les plus dures et les mieux élaborées ne servent à rien si elles ne sont pas appliquées de manière cohérente. Certains juges condamnent des personnes représentant une menace à des thérapies de groupe au lieu de les renvoyer dans leur pays d'origine ou en prison. Ils contribuent de fait à mettre en danger la sécurité.

⁹ <https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick-weshalb-burka-und-nikab-verboten-gehoren-ld.1602514?reduced=true>

¹⁰ <https://www.welt.de/politik/deutschland/article12347321/Islamisten-geht-es-um-Macht-nicht-um-Glauben.html>

¹¹ <https://www.kas.de/de/web/islamismus/islamismus-als-politische-ideologie>

¹² Ebd.

Afin de mettre un terme aux tendances de l'islam politique qui menacent l'État de droit, l'UDC exige :

- Une interdiction de l'islam politique¹³
- La dissolution des associations diffusant un islam politique
- La fermeture des mosquées et des centres culturels islamiques qui promeuvent l'islam politique
- L'expulsion des personnes étrangères préparant en Suisse le terrain pour l'islam politique et donc l'abolition de l'État de droit
- L'introduction d'une loi sur l'islam, inspirée de l'Autriche, qui définit les droits et les devoirs des communautés religieuses islamiques et regroupe les mesures. Parmi les éléments de cette loi islamique doivent figurer notamment :
 - La primauté absolue de la loi suisse sur les règles musulmanes et leur enseignement
 - Le droit des musulmans à une assistance religieuse dans des conditions strictes : pas d'imams et d'aumôniers étrangers ; pas de financement étranger ; condition d'études de théologie ; connaissance d'une langue nationale au niveau du baccalauréat
 - L'obligation pour les communautés musulmanes de démettre de leurs fonctions leurs représentants qui commettent une infraction pénale ou mettent en danger l'ordre public, la sécurité publique et les droits et libertés d'autrui

2.2 L'oppression des femmes et des filles - mettre un terme à la discrimination et à la maltraitance

Dans les sociétés islamiques, la femme est généralement considérée comme un être de second ordre. Le mari considère sa femme comme sa propriété et la possède à sa guise. La valeur inférieure du sexe féminin dans l'islam se manifeste dès le plus jeune âge, les jeunes filles étant désavantagées par rapport aux garçons.¹⁴

Cette répression systématique des femmes et des jeunes filles s'exprime par le voile, la dissimulation du visage, l'exclusion de la vie publique et sociale, etc. L'oppression, la privation et la maltraitance des filles et des femmes ne s'arrêtent pas là et va jusqu'au mariage forcé, au meurtre d'honneur et aux mutilations génitales.

Et elle ne s'arrête pas à nos frontières. Les tentatives visant à créer un « euro-islam » éclairé et capable de surmonter ces conceptions et crimes archaïques ont toutes échoué. Même le créateur du concept, l'islamologue et politologue allemand Bassam Tibi, le reconnaît.¹⁵ Un islam européen - autrement dit un islam qui reconnaît les droits fondamentaux individuels, la liberté de croyance et la séparation entre religion et politique - ne s'est pas réalisé malgré tous les efforts des dernières décennies.

¹³ Motion 20.4568 Lorenzo Quadri. <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20204568>

¹⁴ Dazu Lailo Mirzo: Nur ein schlechter Muslim ist ein guter Muslim. Über die Unvereinbarkeit des Islam mit unserer Kultur, München 2018. Vgl. auch das Interview mit Laila Mirzo «Wer erzieht denn die jungen Männer?», Weltwoche, 18.12.2017.

¹⁵ https://www.deutschlandfunk.de/bassam-tibi-ueber-den-euro-islam-bejahung-der-saekulaeren.886.de.html?dram:article_id=361560

Les premières victimes de ce refus de l'islam de s'adapter aux normes juridiques et aux valeurs de la démocratie laïque sont les filles et les femmes. La ségrégation entre les sexes, largement pratiquée dans l'islam, est une forme d'apartheid.¹⁶ Nous devons donc faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme à l'injustice qui est faite aux filles et aux femmes au nom de l'islam. Il ne peut y avoir de discrimination systématique fondée sur le sexe sur le territoire juridique de la Confédération suisse.

Pour mettre un terme à l'oppression des filles et des femmes, l'UDC exige :

- Une interdiction du voile pour les mineures et dans les écoles afin de protéger les filles contre la sexualisation, la stigmatisation et la discrimination¹⁷
- Une interdiction du voile pour les employés de l'administration fédérale et des entreprises contrôlées par l'État, qui sont en contact avec le public¹⁸
- Une interdiction des mariages avec des mineurs¹⁹
- Une modification des bases juridiques de telle sorte que, dans le cas d'un mariage dont le conjoint est âgé de moins de 16 ans, il soit présumé par la loi que l'infraction pénale relative au mariage forcé est remplie²⁰
- L'application cohérente de l'interdiction de se dissimuler le visage
- L'interdiction de périmètre et de contact et, dans les cas les plus graves, l'expulsion des hommes qui emprisonnent et maltraitent des femmes de leur famille
- Pas de traitement discriminatoire spécial pour les filles musulmanes dans les sports à l'école et les cours de natation

2.3 Les mosquées, incubateurs de l'extrémisme - prévenir la radicalisation et la terreur

La radicalisation des musulmans vivant en Suisse a lieu le plus souvent autour des mosquées et d'autres institutions musulmanes. Cela est illustré par les cas spectaculaires de l'imam libyen et du fraudeur à l'aide sociale de Bienne et depuis des années les auteurs de violences extrémistes en liaison avec la mosquée d'An'Nur à Winterthour.²¹ « Une nouvelle génération d'islamistes grandit à Winterthour », met en garde le journal zurichois Tages-Anzeiger.²²

Les jeunes djihadistes de Zurich sont « parfaitement connectés aux réseaux internationaux ». ²³ Par exemple, les milieux de Winterthour ont été en contact avec

¹⁶ Das sagt Ruud Koopmans, Direktor der Abteilung «Migration, Integration, Transnationalisierung» am Wissenschaftszentrum Berlin sowie Professor für Soziologie und Migrationsforschung an der Humboldt-Universität zu Berlin. Vgl. Ruud Koopmans: Das verfallene Haus des Islam. Die religiösen Ursachen von Unfreiheit, Stagnation und Gewalt, München 2020, S. 101

¹⁷ Vgl. die Argumentation der Frauenrechtsorganisation Terre des Femmes in ihrer Petition "Den Kopf frei haben!" <https://www.frauenrechte.de/images/downloads/kinderkopftuch/TDF-Unterschriftenaktion-Den-Kopf-frei-haben.pdf>. Das Kopftuch für Mädchen seine eine Form des «Kindsmisbrauchs», sagt der Psychologe und Islamexperte Ahmad Mansour. <https://kurier.at/chronik/oesterreich/psychologe-ahmad-mansour-kopftuch-ist-kindesmissbrauch/400057790>

¹⁸ Motion 20.4209 Jean-Luc Addor "Kopftuchverbot an den Schaltern der Bundesverwaltung und der vom Bund beherrschten Betriebe"

¹⁹ Motion 20.3011 "Kinder- und Minderjährigenehen nicht tolerieren" der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

²⁰ Motion 19.4261 Therese Schläpfer "Kinderehen müssen konsequent bekämpft werden"

²¹ <https://www.nau.ch/news/schweiz/bieler-imam-ramadan-hetzt-gegen-schweizer-unglaubliche-65655702>

²² Online-Ausgabe vom 03.03.2021

²³ Tages-Anzeiger, 04.03.2021, S. 3

l'assassin de Vienne qui a assassiné 4 personnes et en a blessé 23 en plein centre-ville en novembre 2020.²⁴

Les hauts lieux de l'extrémisme sont répartis sur l'ensemble du pays, dans toutes les régions linguistiques, du Léman au lac de Constance et de Bâle au Tessin. On constate une radicalisation croissante des musulmans originaires de toutes les régions.²⁵ Les musulmans des Balkans ont longtemps été considérés comme relativement modérés, mais ce n'est plus le cas. En raison également de leur forte proportion, les personnes originaires d'ex-Yougoslavie constituent depuis longtemps le plus grand groupe de radicalisés - même au sein de ceux qui sont prêts à s'engager dans le djihad.²⁶

Le service de renseignement de la Confédération (SRC) enregistre les voyageurs djihadistes sous le titre « terrorisme ».²⁷ En novembre 2020, le SRC a recensé 49 personnes à risque et 92 « voyageurs du djihad ». ²⁸ Il est inquiétant que les cas de « danger » traités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (« Jihad-Monitoring ») du SRC sont passés de 670 à 690 rien qu'entre mai et novembre 2020. Chaque mois, 3.33 nouveaux terroristes islamistes potentiels apparaissent en Suisse.

La pensée radicale s'applique également aux Suisses qui se sont convertis à l'islam. L'islamisme se répand comme un virus dangereux dans notre société. L'assassinat du professeur d'histoire français Samuel Paty dans la rue le 16 octobre 2020 à Paris est un électrochoc qui a ébranlé les démocraties européennes - et qui appelle à des mesures décisives. Ce n'est qu'une question de temps avant que des personnes soient assassinées en Suisse pour des motifs islamistes.

Afin d'éviter la radicalisation et le terrorisme, l'UDC exige :

- Des instruments plus efficaces pour la prévention du terrorisme, en partie prévus par la nouvelle loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) comme interdiction de contact, l'interdiction de sortie, l'obligation de déclaration et l'assignation à résidence
- La détention pour les rapatriés djihadistes²⁹
- L'interdiction des imams et aumôniers étrangers
- L'interdiction du financement des mosquées et autres institutions islamiques depuis l'étranger

2.4 Plaque tournante islamique de la Suisse - prévenir les influences et les flux financiers étrangers

Le Conseil fédéral et le Parlement bloquent de nombreuses mesures nécessaires pour résoudre le problème de l'extrémisme islamique. Mais sur un point, le gouvernement a au moins reconnu les signes des temps : « Selon le Conseil fédéral, des améliorations

²⁴ <https://www.srf.ch/news/schweiz/terroranschlag-von-wien-wie-aktiv-ist-die-islamisten-szene-in-winterthur>

²⁵ <https://www.zhaw.ch/storage/hochschule/medien/news/studie-radikalisierung-de.pdf>, S. 14

²⁶ <https://www.zhaw.ch/storage/hochschule/medien/news/studie-radikalisierung-de.pdf>, Seite 15. Vgl. auch Saïda Keller-Messahli: Islamistische Drehscheibe Schweiz. Ein Blick hinter die Kulissen der Moscheen. Mit einem Vorwort von Ali Ertan Toprak, Zürich 2017, S. 23 («Gefahr aus dem Balkan»)

²⁷ <https://www.vbs.admin.ch/de/themen/nachrichtenbeschaffung/dschihadreisende.html>

²⁸ https://www.vbs.admin.ch/de/themen/nachrichtenbeschaffung/dschihadreisende.detail.document.html/vbs-internet/de/documents/nachrichtendienst/dschihadreisende/2020/Zahlen_Dschihad_November_2020_d.pdf.html

²⁹ Vgl. die abgelehnte Motion 19.3034 Roland Rino Büchel (<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefit?AffairId=20193034>)

sont nécessaires en ce qui concerne la transparence du financement des institutions religieuses », déclare le Conseil fédéral dans sa réponse à la motion 20.4568 « L’islam politique doit également devenir un délit en Suisse » de Lorenzo Quadri, conseiller national de la Lega et membre du groupe UDC. La question est de savoir si le Conseil fédéral tire les bonnes conséquences de cette prise de conscience.

La spécialiste de l’islam Saïda Keller-Messahli pointe depuis des années les connexions internationales de la scène islamiste suisse. Dans son livre « la plaque tournante islamiste suisse »³⁰, elle ose « jeter un coup d’œil dans les coulisses des mosquées » et montre, à l’aide d’exemples concrets, comment les islamistes se répandent partout en Suisse.³¹ Par exemple, le musée apparemment inoffensif des civilisations de l’islam de La Chaux-de-Fonds est un « élément de l’infrastructure européenne pour renforcer l’islam politique par les royaumes du Golfe »³², en l’occurrence du Koweït et du Qatar. Keller-Messahli a également écrit à ce sujet une contribution importante à l’édition allemande du livre « Qatar Papers »³³ qui étudie l’influence de cet État du Golfe sur les institutions musulmanes en Europe.

Les courants islamistes en Suisse se nourrissent de sources diverses : des Balkans, d’Arabie saoudite (le wahhabisme)³⁴, de Turquie³⁵, d’Égypte et d’Afrique du Nord, etc. Keller-Messahli parle à cet égard « d’infiltration » dans les pays européens et leurs sociétés.³⁶

Afin de mettre un terme au développement de la Suisse en tant que plaque tournante pour les islamistes, l’UDC exige :

- L’expulsion des imams appelant à la violence et glorifiant le terrorisme
- L’interdiction des nouveaux imams et aumôniers étrangers
- L’interdiction du financement des mosquées et des autres institutions islamiques étrangères
- Une obligation de publication concernant le financement des mosquées et des autres institutions islamiques

2.5 La difficile intégration des immigrants musulmans - politique de tolérance zéro et renforcement des forces réformatrices

L’intégration des immigrants musulmans pose de graves problèmes aux pays d’accueil du monde entier. « Les migrants en provenance de pays musulmans sont en dernière position dans presque toutes les indices de l’intégration », telle est la conclusion du chercheur en migration Ruud Koopmans.³⁷ En Suisse, outre les Turcs, cela concerne particulièrement les Kosovars.³⁸

³⁰ Saïda Keller-Messahli: Islamistische Drehscheibe Schweiz. Ein Blick hinter die Kulissen der Moscheen. Mit einem Vorwort von Ali Ertan Toprak, Zürich 2017

³¹ Ebd., S. 23–51.

³² Ebd., S. 35.

³³ Christian Quesnot/Georges Malbrunot: Qatar Papers. So beeinflusst der Golfstaat den Islam in Europa, Wien 2020

³⁴ Die Moschee im Genfer Quartier Petit-Saconnex ist eine der ersten in Europa, die mit Geld aus Saudiarabien finanziert wurde. Vgl. Keller-Messahli, S. 38.

³⁵ Der türkischen Religionsbehörde unterstehen in der Schweiz nicht weniger als 50 Moscheen. Vgl. Keller-Messahli, S. 45

³⁶ Ebd.

³⁷ Koopmann, S. 190

³⁸ Ebd., S. 197

Les facteurs qui entravent l'intégration des migrants musulmans sont le manque de compétences linguistiques, les lacunes éducatives, le taux élevé de natalité, l'exclusion économique des femmes et la ségrégation sociale. Cela signifie que les musulmans restent plus souvent entre eux, se marient moins que les membres d'autres groupes religieux avec les autochtones et, ainsi, transmettent leurs déficits d'intégration d'une génération à l'autre. La science parle dans ce contexte d'un « cercle vicieux intergénérationnel ».³⁹

Outre ces problèmes socio-économiques, l'oppression des minorités et les conflits violents qui caractérisent le monde islamique se reflètent également dans le contexte migratoire.⁴⁰ Les musulmans ont plus tendance que les autres à restreindre la liberté des autres par la menace et la violence : « dans le monde islamique, cette violence est répandue et a même une base juridique dans de nombreux pays, par exemple pour punir le blasphème, l'apostasie, l'homosexualité ou le sexe hors mariage ».⁴¹

Cela se manifeste également dans les pays d'immigration, par exemple dans la propagande et la violence à l'encontre de groupes spécifiques tels que les femmes, les juifs ou les homosexuels.⁴²

Prenons l'exemple de la violence domestique et des homicides dans la famille. Les personnes accusées et les auteurs de ces actes étrangers sont nettement surreprésentés. Ainsi, 46% des personnes accusées de violence domestique en Suisse appartiennent à la population étrangère résidente permanente, alors que ce groupe ne représente que 25% de la population suisse.⁴³

C'est encore plus marquant en ce qui concerne les homicides familiaux : le risque encouru par les femmes étrangères d'être tuées par leur partenaire est sept fois plus élevé que celui des femmes suisses.⁴⁴ Malheureusement, même dans ces statistiques, les immigrés musulmans, à la fois de première et de deuxième génération, sont « fortement surreprésentés ».⁴⁵

D'après l'expérience et les recherches de Saïda Keller-Messahli, la sortie de ce cercle vicieux d'arriération, de fanatisme et de violence est rendue plus difficile par le fait que les autorités suisses se sont souvent associées de manière naïve aux représentants de l'islam officiel⁴⁶ - par exemple, avec l'Association des organisations islamiques de Zurich (VIOZ) - qui promeuvent les opinions et les pratiques qui les éloignent de l'intégration au lieu de les combattre. Ainsi, l'association VIOZ a exprimé « une grande indignation » à propos du « oui démocratique » à l'interdiction de se dissimuler le visage et s'est

³⁹ Ebd., S. 209

⁴⁰ Ebd., S. 190

⁴¹ Ebd., S. 210

⁴² Ein Beispiel aus der Schweiz ist der vormals in Basel tätige islamische Prediger Ardian Elezi. <https://www.bzbasel.ch/basel/basel-stadt/hetzte-gegen-juden-und-homosexuelle-und-instrumentalisierte-den-tod-eines-jungen-umstrittener-imam-zieht-weg-ld.1394528>. In unserem Nachbarland Frankreich wurde die jüdische Bürgerin Mireille Knoll, die als Kind den Holocaust überlebt hatte, von Islamisten mit mehreren Messerstichen umgebracht. <https://www.nzz.ch/international/der-neue-judenhass-frankreich-muss-sich-diesem-problemstellen-ld.1399463?reduced=true>. Das Problem zeigt sich auch in Deutschland. "Gewalt gegen Homosexuelle hat in Berlin in den letzten Jahren stark zugenommen. Der kulturelle Hintergrund dieser Taten wird gerne verdrängt – weil er mit Islamismus und Migration zu tun hat", schreibt die NZZ. <https://www.nzz.ch/international/schwulenhass-islamismus-und-realitaetsverweigerung-in-neukoelln-ld.1586497?reduced=true>.

⁴³ Ebd., S. 220

⁴⁴ Ebd., S. 221

⁴⁵ Ebd., S. 223

⁴⁶ Keller-Messahli, S. 91. Dazu auch das Kapitel «Der einsame Kampf der Progressiven», S. 94-102. Aus der internationalen Forschung: Shiraz Maher/Martyn Frampton: Choosing our friends wisely. Criteria for engagement with Muslim groups, London 2009

même permis l'affirmation absurde selon laquelle il s'agit d'un « repli dans le passé »⁴⁷. Pas de commentaire.

Pour lutter contre les déficits d'intégration criants des immigrés musulmans, l'UDC exige :

- Une politique d'immigration sélective, orientée vers les besoins et les intérêts de la Suisse
- Une obligation d'identification pour toutes les personnes qui déposent une demande d'asile
- Une politique de tolérance zéro face à toute remise en cause de l'État de droit
- Des sanctions effectives pour les familles ou les particuliers qui refusent d'accepter les pratiques et les coutumes suisses à l'intérieur et à l'extérieur de l'école
- Pas de salles de prière dans les écoles et les universités⁴⁸
- Pas de coopération avec les organisations islamiques qui diffusent des idées radicales
- Le renforcement des milieux réformateurs qui défendent un islam conforme à notre État de droit et à nos valeurs⁴⁹

3. Bilan et résumé des exigences

La Suisse, comme d'autres pays d'accueil, est confrontée à une augmentation rapide du nombre de musulmans, qui sont en dernière position dans pratiquement tous les critères pertinents de l'intégration. Dans le même temps, la radicalisation des fondamentalistes islamiques s'intensifie. Et donc la volonté de violence envers des groupes spécifiques comme les femmes, les juifs ou les homosexuels, et contre les « infidèles ». Selon les services de renseignement fédéraux, la menace terroriste des islamistes en Suisse s'est accrue depuis 2015.⁵⁰

La politique n'a pas encore trouvé les moyens adéquats de briser cette dynamique néfaste. Au contraire, les problèmes liés à l'islam et à l'islamisme s'accroissent dans toute l'Europe. La Suisse se trouve face à un défi urgent. Car ici aussi, les ennemis de l'État de droit et de la société ouverte sentent le vent tourner. Des attentats islamistes ont déjà été perpétrés sur le sol de la Confédération. Et de plus en plus de musulmans risquent d'être concernés parce qu'ils ont beaucoup de mal à s'intégrer.

L'intégration n'est pas une obligation de l'État, mais avant tout un devoir des immigrés. Ce n'est qu'en faisant tous les efforts nécessaires qu'ils parviendront à l'intégration. Il en va de même de la nécessité urgente de « défondamentaliser » l'islam. Le professeur Koopmans écrit à ce sujet : « La première et peut-être la plus importante contribution à une solution est de reconnaître que la cause principale des problèmes du monde islamique ne se trouve pas en dehors de l'islam - dans l'islamophobie, dans le conflit israélo-palestinien ou dans le colonialisme occidental - mais au centre de la société islamique elle-même, sous la forme d'une vision intolérante largement répandue,

⁴⁷ <https://vioz.ch/medien-ueber-vioz/annahme-der-volksinitiative-zum-verhuellungsverbot-vom-07-03-2021/>

⁴⁸ Valentina Smajli, Co-Präsidentin des Forums für einen fortschrittlichen Islam, sagte dazu im «Blick» vom 15.1.2015: «Die Gebetsräume gehören nicht zum Leistungsauftrag einer Schule und erschweren eine erfolgreiche Integration durch Segmentierung.»

⁴⁹ Ein Beispiel ist das Forum für einen fortschrittlichen Islam.

⁵⁰ Sicherheit Schweiz 2020. Lagebericht des Nachrichtendienstes des Bundes, S. 35

associée à la haine et à la violence contre les dissidents. »⁵¹ Il a également déclaré que les problèmes d'intégration des musulmans conservateurs et religieux dans les sociétés d'immigration occidentales étaient en cause.

La Suisse ne peut attendre que ce processus de connaissance de soi puisse intervenir dans les sociétés musulmanes. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent s'attaquer avec détermination aux problèmes graves s'ils veulent éviter que l'État de droit et nos valeurs de liberté ne soient dangereusement érodés et que les droits de l'homme ne soient bafoués.

L'UDC s'engage de toutes ses forces pour défendre la démocratie, les droits de l'homme et une société libre et ouverte. Elle combat résolument l'idéologie totalitaire et la conception intolérante et arriérée de la foi qui domine une grande partie du monde musulman.

Pour maîtriser les problèmes de l'islam et de l'islamisme en Suisse, il faut mettre en œuvre de manière cohérente les exigences concrètes et ciblées de l'UDC. il s'agit notamment des éléments suivants :

- Adoption d'une loi sur l'islam
- Interdiction de l'islam politique
- Interdiction des imams et aumôniers étrangers
- Interdiction du voile pour les mineures et les employées de l'administration fédérale en contact avec le public
- Pas de traitement discriminatoire spécial pour les filles musulmanes dans le sport à l'école et les cours de natation
- Possibilité d'interdictions de contact et de sortie, d'obligation de déclaration et d'assignation à résidence pour les islamistes rapatriés
- Détention pour les djihadistes rapatriés
- Interdiction du financement depuis l'étranger des mosquées et des autres institutions islamiques
- Politique d'immigration sélective, orientée vers les besoins et les intérêts de la Suisse
- Pas de coopération avec les organisations islamiques qui diffusent des idées radicales
- Renforcement des forces réformatrices qui défendent l'islam conformément à notre État de droit et à nos valeurs

⁵¹ Koopmans, S. 243